



Pour un emploi digne
Contre l'exploitation au travail
Secrétaire pour l'égalité

10 mai 2010



I. POURQUOI LANCER UNE CAMPAGNE CONTRE L'EXPLOITATION AU TRAVAIL ?

L'UNIÓN GENERAL DE TRABAJADORES (UGT) lance une campagne nationale pour combattre l'exploitation au travail.

Depuis des années, l'UGT souligne la nécessité de mettre en place des instruments permettant de détecter les cas d'exploitation au travail et de systématiser la protection des victimes de ce type d'abus. Des progrès ont été accomplis depuis nos premières propositions en 2003, mais nous constatons au travers de nos actions syndicales quotidiennes qu'ils ne sont pas suffisants et que des cas d'exploitation au travail persistent. Certains cas arrivent parfois aux oreilles des médias. La situation actuelle sur le plan économique et au niveau de l'emploi participe à la création d'un contexte propice à l'exploitation en accentuant la vulnérabilité de la population active.

D'autre part, l'acceptation sociale de l'emploi irrégulier, lorsqu'il a lieu dans certains secteurs d'activité ou lorsqu'il touche certaines catégories de travailleurs, permet de perpétuer et de justifier un manquement aux droits des travailleuses et de travailleurs que l'UGT ne peut tolérer.

Il ne faut pas perdre de vue le lien étroit qui existe entre l'économie souterraine et les conditions de travail et de vie. Des emplois de piètre qualité et l'affaiblissement ou la disparition pure et simple de droits du travail ne permettent pas à ce dernier de favoriser la participation sociale, économique et culturelle des citoyens, devenant ainsi un facteur de plus du processus d'exclusion sociale et mettant finalement en péril la cohésion sociale. Il est plus aisé, dans un environnement de tolérance qui excuse ou justifie l'emploi irrégulier, de transgresser l'ordre social et d'adopter une attitude délictuelle à l'égard des droits des travailleurs.

Selon nous, divers facteurs participent à l'absence de détection des situations graves d'exploitation au travail et à leur manque de visibilité. La tolérance sociale, l'insuffisance de l'engagement de certaines autorités, une législation qui laisse à désirer, des moyens de détection et de poursuite qu'il faudrait mettre en œuvre, et l'existence de catégories de travailleuses et de travailleurs particulièrement vulnérables se combinent et mènent en fin de compte à des relations de travail qui portent atteinte à la dignité des travailleurs et qui constituent des infractions intolérables au droit pénal et du travail. La liberté théorique de choisir ou de refuser de se faire exploiter, dont certains se servent comme justification, est inacceptable pour l'UGT, tant dans les cas d'exploitation au travail que dans ceux d'exploitation sexuelle.

Il ne fait aucun doute que l'une des catégories de travailleurs les plus vulnérables face à l'exploitation au travail est celle des travailleuses et travailleurs d'origine étrangère. Dans le cas de ressortissants de pays non communautaires soumis à la législation sur les étrangers, une



situation administrative irrégulière et la crainte d'être expulsés, le manque de connaissance de leurs droits et le besoin de travailler pour survivre faute de revenus de substitution au travail ou de réseaux sociaux, sont autant d'éléments qui placent ces étrangers dans une position de dépendance totale et donc d'acceptation de toutes les conditions de travail. Pourtant, les travailleurs étrangers en situation administrative irrégulière ne sont pas les seules victimes de l'exploitation au travail, surtout dans une situation économique et de l'emploi comme celle que nous traversons. La vulnérabilité s'étend en effet à d'autres catégories de travailleurs.

L'UGT est convaincue que c'est le moment idéal pour commencer à s'attaquer efficacement aux situations les plus graves d'exploitation sur le marché du travail espagnol. Nous disposons aujourd'hui d'instruments qui n'existaient pas il y a seulement quelques mois. D'une part, la réforme du Code pénal, actuellement en cours aux Cortes Generales (parlement), codifie pour la première fois le délit de traite des êtres humains à des fins, entre autres, d'exploitation de la main-d'œuvre. De l'autre, la loi organique 4/2000 concernant les droits, les libertés et l'intégration sociale des étrangers en Espagne prévoit, depuis sa dernière réforme, la possibilité d'offrir des papiers aux victimes de la traite des êtres humains lorsqu'il s'agit d'immigrants irréguliers; les victimes d'exploitation au travail qui collaborent avec les autorités peuvent bénéficier du même traitement. C'est donc le moment d'adopter les actions nécessaires pour renforcer ces instruments de sorte qu'ils contribuent à l'éradication dans notre société des conduites qui portent atteinte à nos droits fondamentaux.

Nous avons l'occasion d'encourager une action coordonnée entre toutes les instances et tous les agents impliqués en vue de la prévention, de la détection et de la poursuite des infractions contre les droits des travailleuses et des travailleurs afin de briser un système à double niveau au sein duquel certains ont des droits et sont protégés, et d'autres pas. Une action qui passe avant tout par la volonté et l'engagement politiques, mais aussi par la capacité de transmettre à la société l'idée que nous ne sommes pas face à un problème individuel de travailleurs victimes d'exploitation, mais bien à un problème social qui nous touche tous.

I.1. Certains faits

Selon les données du Parquet général, 5 125 enquêtes judiciaires pour des infractions contre les droits des travailleurs ont été entamées en 2008, dont 71 % étaient motivées par des conditions de travail et de sécurité sociale nuisibles aux travailleurs. Entre juillet 2008 et mars 2010, la perte d'affiliation à la sécurité sociale au sein de la population active espagnole a atteint 8,5 % alors que ce chiffre s'élève à 15,04 % pour les travailleurs non communautaires. Selon les informations de l'inspection du travail et de la sécurité sociale, le nombre d'infractions et de travailleurs étrangers concernés par ces dernières a augmenté annuellement de 9 535 travailleurs en 2005 à 12 453 en 2008.



I.2. Quelques éléments de base

1. Qu'est-ce que l'exploitation au travail¹ ?

S'il est vrai que ce concept n'existe pas dans notre système juridique, les principes et les contenus des définitions internationales alimentent le Titre XV de notre Code pénal (infractions aux droits des travailleurs) qui comprend des conduites illicites de divers types.

Article 311: Imposition de conditions de travail ou de sécurité sociale préjudiciables

312: traite illégale de main-d'œuvre

313: migrations frauduleuses

314: discrimination au travail

315: limitation de la liberté syndicale

316 et 317: omission de mesures de santé et sécurité

La difficulté de déterminer s'il s'agit plutôt d'une infraction sociale ou d'un délit pénal apparaît de façon évidente dans le cas précis de l'article 311. L'exemple du contrat d'esclave qui, il y a des années, a fait les gros titres de la presse illustre une conduite délictueuse. Pourtant d'autres types de contrats ou de relations de travail, caractérisés par l'absence de rétribution, la retenue d'une partie du salaire ou le paiement d'un salaire inférieur au seuil légalement fixé, des horaires abusifs, l'absence de mesures de sécurité dans le travail, l'inscription à un régime de sécurité sociale à des droits inférieurs à ceux qui correspondraient légalement au poste occupé, etc. sont aussi des exemples d'exploitation au travail.

Il existe différentes formes de contraintes exercées sur un travailleur dans le cadre d'une exploitation au travail: de la violence à la restriction des mouvements, la servitude pour dettes, la retenue des salaires et/ou la privation des documents d'identité, ou encore la menace de dénonciation aux autorités.

¹ En réalité, notre système juridique ne définit pas l'exploitation au travail. Au niveau international, le concept qui a été le plus développé à partir de la Convention de l'OIT n° 29 de 1930 est celui du travail forcé défini comme *tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré*. Mais il est évident qu'il est apparu de nouvelles formes intolérables de violation des droits des travailleuses et des travailleurs. Le concept d'exploitation au travail apparaît dans le protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et inclut le travail forcé comme la servitude et l'esclavage. Toutefois, dans certains pays, l'exploitation au travail comprend également des conditions de travail incompatibles avec la dignité humaine. Notre Code pénal, tenant compte du contenu de l'article 311.1 du Code pénal, pourrait s'approcher de cette définition: *ceux qui, par tromperie ou abus d'une situation de nécessité, imposent aux travailleurs à leur service des conditions de travail ou de sécurité sociale qui portent préjudice, suppriment ou restreignent les droits qui sont reconnus par des dispositions légales, des conventions collectives ou par contrat individuel*.

2. Qui peut être victime de l'exploitation au travail ?

Tous les membres de la population active pourraient l'être, quelle que soit leur nationalité même s'il est vrai qu'il existe des catégories potentiellement plus vulnérables. Les travailleurs étrangers, et surtout ceux qui ne disposent pas d'autorisation de résider et de travailler en Espagne, réunissent des facteurs augmentant leur vulnérabilité: le risque d'être expulsés du pays si leur situation devait être connue n'encourage ni la détection de l'exploitation au travail ni sa dénonciation par ses victimes.

Il ne faut pour autant pas perdre de vue que sont également particulièrement vulnérables les travailleuses et les travailleurs étrangers qui disposent d'une autorisation de résider et de travailler en Espagne dont le renouvellement, et donc la régularisation de leur situation, dépend de l'obtention d'un emploi, ainsi que ceux issus de l'Union européenne, surtout de pays nouvellement arrivés, et les travailleurs espagnols en situation particulièrement difficile.

3. Qu'est-ce que la traite des êtres humains à des fins d'exploitation économique ?

La formulation dans le projet de Code pénal du délit de traite correspond aux définitions internationales: il s'agit d'une conduite complexe et conçue comme la nouvelle forme d'esclavage du 21^{ème} siècle. Sa définition répond aux questions suivantes:

- En quoi consiste-t-elle ? En le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait un passage de frontières, un transfert d'un pays à l'autre. La traite peut avoir lieu sur le territoire d'un pays ou dans le cadre d'une liberté de circulation comme au sein de l'Union européenne, il ne faut donc pas pour autant traverser de frontières.
- Pour quoi ? Pour l'exploitation économique de la victime, son exploitation sexuelle ou le prélèvement d'organes.
- Par quels moyens ? Par le recours à la force, par intimidation ou tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité ou de nécessité de la victime.
- Qui peut être victime? Les victimes de la traite d'êtres humains peuvent être des ressortissants nationaux, des étrangers communautaires ou non, en situation régulière ou non.
- Les victimes sont-elles consentantes ? Non, les moyens employés dans la traite des êtres humains et les fins de l'exploitation éliminent tout consentement de la victime s'il avait préalablement existé. Lorsqu'il s'agit d'enfants mineurs, les fins de l'exploitation suffisent à en faire des victimes de la traite des êtres humains, même s'il n'a pas été fait appel à l'un des moyens énoncés précédemment.

Dès lors, dans les cas de traites des êtres humains, l'exploitation à des fins économiques peut justifier la poursuite des auteurs.

4. Quelles sont les conséquences de l'exploitation au travail ?

Les conséquences de l'exploitation au travail sont non seulement évidentes pour les victimes, mais aussi pour l'ensemble de la société. L'absence ou la limitation de droits au travail et de droits fondamentaux dans les situations les plus graves, dans le cas d'imposition de conditions inhumaines, impliquent la perte de possibilités d'intégration sociale, voire l'invisibilité et l'absence de participation complètes des victimes dans la société. Il convient en outre d'ajouter la fraude fiscale liée à l'économie souterraine. De plus, l'existence de ce type de comportements remet en cause la cohésion sociale, le système de relations de travail ainsi que la capacité de l'état social et de droit de veiller sur les conditions et les droits des travailleurs.

5. Pourquoi est-ce difficile de détecter l'exploitation au travail ?

Dans de nombreux cas, les victimes, y compris des citoyens communautaires, sont piégées par des dettes contractées auprès des exploiters, par la crainte de perdre leur emploi, parce qu'ils ne disposent plus de leurs papiers d'identité ou, dans les cas les plus graves, par les menaces et les agressions de ceux et celles qui les emploient.

Dans le cas de travailleurs étrangers en situation administrative irrégulière, même s'il est vrai que le Règlement de la Loi sur les étrangers envisage la possibilité que les victimes d'infractions aux droits des travailleurs en situation administrative irrégulière obtiennent une autorisation de résider en Espagne, cette demande ne peut se faire que lorsque la condition de victime est avérée par une condamnation. L'absence de mécanismes de protection des éventuelles victimes de l'exploitation au travail implique que, même si elles collaborent avec les autorités, elles n'ont pas de couverture, ni de possibilités d'accéder provisoirement à des papiers et, donc, à un emploi régulier, jusqu'à ce qu'un jugement les reconnaisse comme des victimes.

En général, l'exploitation au travail a lieu dans un environnement non visible, éloigné du marché du travail régulier ce qui rend sa détection plus difficile pour les instances chargées de l'inspection du travail.



II. POURQUOI PASSER MAINTENANT À L'ACTION CONTRE L'EXPLOITATION AU TRAVAIL ?

La lutte contre l'exploitation au travail est une priorité pour l'UGT et une nécessité pour la société espagnole. Nous pouvons difficilement aspirer à un changement du modèle de production sans affronter la réalité de l'économie souterraine en Espagne et, au sein de cette dernière, des formes les plus graves de violation des droits de la main-d'œuvre, voire des droits fondamentaux de la personne.

a) Engagement des pouvoirs publics

L'UGT propose d'abord d'énoncer de façon explicite l'engagement et la volonté des pouvoirs publics de lutter contre l'exploitation au travail. Cet engagement devrait se concrétiser sous la forme d'instruments qui encouragent la coordination et la coopération permettant une réponse rapide et efficace aux éventuels cas d'exploitation au travail.

L'UGT propose donc:

- d'établir un protocole-cadre de collaboration entre les instances participant directement à la lutte contre l'exploitation au travail, à savoir au minimum le Conseil général de la magistrature, le Parquet général, le ministère du Travail et de l'Immigration et le ministère de l'Intérieur, accompagné d'un protocole de mise en action permettant des enquêtes efficaces et rapides de ces situations. L'adhésion des organisations de travailleurs et d'employeurs à ce protocole, ainsi que la signature de conventions de collaboration au niveau des communautés autonomes devraient également être prévues.
- finir d'élaborer un plan général de lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation économique.

b) Protection des victimes

Pour l'UGT, la possibilité d'obtenir des papiers lorsque les victimes sont des étrangers en situation administrative irrégulière s'intègre à un système élémentaire de protection des victimes et de réparation de leurs droits gravement atteints.

- Développer, lors de la prochaine modification du Règlement de la Loi organique 4/2000 concernant les droits, les libertés et l'intégration sociale des étrangers en Espagne, les contenus des articles 59 et 59 bis pour qu'ils deviennent de véritables instruments de protections des victimes. L'UGT estime que la priorité doit être accordée aux droits humains, à l'attention et à l'indemnisation des victimes à qui il ne doit plus être

demandé de choisir entre dénoncer, collaborer et obtenir des papiers ou retourner dans le pays d'origine.

- Dans le nouveau règlement de la Loi organique concernant les droits, les libertés et l'intégration sociale des étrangers, recourir à la possibilité d'octroyer provisoirement des papiers aux victimes d'exploitation au travail et en aucun cas, conditionner cette possibilité à une plainte de la part du travailleur. L'UGT estime que le risque d'expulsion ne doit pas être un élément empêchant la détection de ces situations.
- S'assurer que les autorités interprètent de la façon la plus juste la possibilité d'octroyer des papiers aux victimes de la traite des êtres humains à des fins au travail en fonction de leur situation personnelle et pas exclusivement lorsqu'elles collaborent avec les autorités.
- Développer correctement la Loi 19/1994 sur la protection des témoins et des experts en matière pénale de façon à ce qu'elle couvre tant les victimes que les personnes qui dénoncent une exploitation au travail.

c) Mettre en place une coordination immédiate et établir des instruments de coopération entre l'inspection, les services de police et le parquet qui permettent la détection et la poursuite des cas d'exploitation du travail.

- a) Renforcer les actions de l'inspection du travail et de la sécurité sociale dans les secteurs et les zones géographiques les plus susceptibles d'abriter des comportements délictueux.
- b) Doter l'inspection du travail et la sécurité sociale, les forces de police et le parquet de moyens matériels et humains suffisants afin d'agir de façon rapide et efficace.
- c) Établir des critères techniques de mise en action pour l'inspection du travail dans les possibles cas d'exploitation au travail: le rôle des inspecteurs est essentiel dans la détection de ce type de comportement. Il est indispensable que ces trois acteurs se coordonnent, mais il faut aussi que les inspecteurs disposent de critères clairs pour détecter et agir en cas de doute, surtout lorsqu'il s'agit de victimes étrangères en situation administrative irrégulière ou en cas de suspicion de traite des êtres humains.

d) Sensibilisation des travailleurs et de la société

- Élaborer des campagnes d'information sur l'exploitation au travail et l'économie souterraine en insistant sur les conséquences pour les victimes et les droits de la main-d'œuvre, mais aussi sur l'incidence sur le système de relations du travail et sur l'ensemble de la société.
- Mener des actions de prévention dans les lieux et les secteurs d'activités au sein desquels des situations répétées de violation des droits des travailleurs ont été détectées.



ANNEXE:

NOUVEAUX INSTRUMENTS JURIDIQUES DANS LA LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION AU TRAVAIL

I. LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS À DES FINS ÉCONOMIQUES

I.1 LOI ORGANIQUE 4/2000 DU 11 JANVIER, CONCERNANT LES DROITS, LES LIBERTÉS ET L'INTÉGRATION SOCIALE DES ÉTRANGERS EN ESPAGNE, telle que modifiée par la L.O. 8/2000 du 22 décembre, par la L.O. 11/2003 du 29 septembre, par la L.O. 14/2003 du 20 novembre et par la L.O. 2/2009 du 11 décembre.

Article 59 bis. Victimes de la traite des êtres humains. (ajouté par la Loi organique 2/2009)

1. Les autorités compétentes adopteront les mesures nécessaires pour identifier les victimes de la traite des êtres humains conformément à l'article 10 de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains du 16 mai 2005.

2. Les organismes administratifs compétents pour l'instruction de la procédure de sanction, lorsqu'ils estiment qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une personne étrangère en situation irrégulière a été victime de la traite des êtres humains, informeront cette dernière des dispositions du présent article et présenteront aux autorités compétentes une proposition appropriée sur l'octroi d'une période de rétablissement et de réflexion, conformément à la procédure prévue par le règlement. Cette période de rétablissement et de réflexion durera au minimum trente jours et devra être suffisante pour que la victime puisse décider si elle désire coopérer avec les autorités lors de l'enquête et, le cas échéant, lors de la procédure pénale. Au cours de cette période, la victime recevra l'autorisation provisoire de séjourner et la procédure administrative éventuellement entamée ou, le cas échéant, l'exécution de l'expulsion seront suspendues. De même, lors de la période de rétablissement, l'administration compétente veillera à la subsistance et, si nécessaire, à la sécurité et à la protection de la personne intéressée.

3. Il est possible de renoncer à la période de rétablissement et de réflexion, ou de l'annuler pour des motifs d'ordre public ou lorsqu'il s'avère que la condition de victime est fausse.

4. L'autorité compétente pourra déclarer la victime exempte de responsabilité administrative et pourra faciliter, selon son choix, le retour assisté dans son pays d'origine ou l'autorisation de résider et de travailler en raison de circonstances exceptionnelles, lorsque cela s'avère nécessaire pour sa coopération à l'enquête ou aux poursuites pénales, ou au regard de sa situation personnelle, assortie de facilités pour son intégration sociale, conformément à la présente loi. En cas d'autorisation de résider et de travailler en raison

de circonstances exceptionnelles, une autorisation provisoire de résidence et de travail pourra être délivrée selon les termes définis par le règlement.

Lors des démarches pour les autorisations dont il est fait mention dans le paragraphe précédent, il sera possible de se passer des documents dont l'obtention suppose un risque pour la victime.

5. Les dispositions du présent article s'appliqueront également aux personnes étrangères mineures, en tenant compte de l'âge et de la maturité de ces dernières et, dans tous les cas de la prévalence des intérêts supérieurs de l'enfant.

6. Les conditions de collaboration avec des organisations non gouvernementales sans but lucratif, dont l'objectif est l'accueil et la protection des victimes de la traite des êtres humains, sont établies de façon réglementaire.

I.2 PROJET DE LOI ORGANIQUE MODIFIANT LA LOI ORGANIQUE 10/1995 du 23 novembre du Code pénal.

« TITRE VII bis La traite des êtres humains »

Trente-sixième.

L'article 177 bis est ajouté sous la forme suivante:

"1. Est puni d'une peine de cinq à huit ans de prison au motif de traite des êtres humains, toute personne qui, sur le territoire espagnol, à partir d'Espagne, en transit sur le territoire national ou à destination de celui-ci, s'est rendue coupable, par recours à la force, intimidation ou tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité ou de nécessité de la victime nationale ou étrangère, de son recrutement, transport, transfert, hébergement ou accueil aux fins de:

- a) l'imposition de travaux ou services forcés, l'esclavage ou pratiques similaires à l'esclavage, la servitude ou la mendicité.
- b) l'exploitation sexuelle, y compris la pornographie.
- c) le prélèvement d'organes.

2. Est qualifié de traite des êtres humains tout acte mentionné dans le paragraphe précédent perpétré sur des mineurs d'âge à des fins d'exploitation, même s'il n'a été fait appel à aucun des moyens énoncés précédemment.

3. Le consentement d'une victime de la traite des êtres humains n'est pas pertinent lorsque l'un des moyens visés au paragraphe 1 a été utilisé.

4. La peine la plus lourde prévue au paragraphe 1 du présent article s'appliquera lorsque:

- a) la traite fait courir un grave danger à la victime;
- b) la victime est mineure;
- c) la victime est particulièrement vulnérable du fait d'une maladie, d'une incapacité ou de sa situation.



En présence de plus d'un élément aggravant, la peine d'emprisonnement se situera dans la fourchette supérieure.

5. La peine légèrement supérieure à celle prévue au paragraphe 1 du présent article s'appliquera, accompagnée de la déchéance des droits civiques pendant au moins six à douze ans, pour les personnes qui ont commis les faits en profitant de leur situation d'autorité sur la victime ou de leur statut de fonctionnaire. Dans l'hypothèse de l'existence de circonstances prévues au paragraphe 4 du présent article, la peine d'emprisonnement se situera dans la fourchette supérieure.

6. Une peine légèrement supérieure à celle prévue au paragraphe 1 du présent article s'appliquera, accompagnée d'une interdiction spéciale d'exercer une profession, un poste, d'être actif dans une industrie ou une activité commerciale pendant la durée de la condamnation, lorsque la personne reconnue coupable appartient à une organisation ou à ne association de plus de deux personnes, même provisoires, consacrée à de telles activités. La peine d'emprisonnement se situera dans la fourchette supérieure si l'une des circonstances prévues au paragraphe 4 du présent article est avérée. Dans l'hypothèse d'une circonstance prévue au paragraphe 5 du présent article, la peine d'emprisonnement se situera dans la fourchette supérieure.

Les chefs, administrateurs ou responsables de ces organisations ou associations se verront appliquer une peine d'emprisonnement située dans la fourchette supérieure, voire pourra être légèrement supérieure. Dans tous les cas, la peine sera immédiatement augmentée dans l'hypothèse d'une circonstance prévue au paragraphe 4 ou celle prévue au paragraphe 5 du présent article.

7. Lorsque, conformément à l'article 31 bis, une personne juridique s'est rendue responsable des infractions décrites dans le présent article, elle se verra infliger une amende dont la valeur peut varier du triple au quintuple des bénéfices obtenus. Au vu des règles établies par l'article 66 bis, les juges et les tribunaux pourront ainsi imposer des peines prévues aux lignes b) à g) du paragraphe 7 de l'article 33.

8. L'incitation, la conspiration et la proposition de commettre le délit de la traite des êtres humains seront punies de la peine minimale ou légèrement inférieure à celle prévue pour l'infraction correspondante.

9. Dans tous les cas, les peines prévues dans le présent article s'appliqueront sans préjudice de celles prévues pour l'infraction de l'article 318 bis du présent Code et des autres délits effectivement commis, y compris ceux qui constituent l'exploitation.

10. Les condamnations de juges ou de tribunaux étrangers pour des infractions de même nature que ceux visés au présent article seront prises au titre de la récidive sauf si le casier judiciaire a été annulé ou pourrait être annulé en vertu du droit espagnol.

11. Sans porter atteinte à l'application des règles générales du présent code, les victimes de la traite des êtres humains seront exemptées de peine pour les infractions pénales commises lors de leur exploitation pour autant que leur participation soit directement liée



aux actes de violence, d'intimidation, de tromperie ou d'abus auxquels elles ont été soumises et que les faits criminels commis n'étaient pas disproportionnés par rapport à la situation.

II. EXPLOITATION AU TRAVAIL

II.1 LOI ORGANIQUE 4/2000 DU 11 JANVIER, CONCERNANT LES DROITS, LES LIBERTÉS ET L'INTÉGRATION SOCIALE DES ÉTRANGERS EN ESPAGNE, telle que modifiée par la L.O. 8/2000 du 22 décembre, par la L.O. 11/2003 du 29 septembre, par la L.O. 14/2003 du 20 novembre et par la L.O. 2/2009 du 11 décembre.

Article 59. Collaboration contre des réseaux organisés. (rédigé conformément à la Loi organique 2/2009)

1. Un étranger en situation irrégulière en Espagne et victime, lésé ou témoin d'actes illicites de traite des êtres humains, d'immigration illégale, d'exploitation au travail ou de traite illicite de main-d'œuvre ou d'exploitation dans la prostitution par abus de sa situation de nécessité, pourra être exempté de responsabilité administrative et ne sera pas expulsé s'il dénonce les auteurs et les personnes participant à ces activités, ou s'il coopère et collabore avec les autorités compétentes en fournissant des informations essentielles ou en témoignant au procès des auteurs.

2. Les instances administratives compétentes chargées de l'instruction de la procédure de sanction informeront la personne concernée des dispositions du présent article afin qu'elle décide si elle désire procéder de la sorte et présenteront une proposition appropriée aux autorités qui pourront délivrer une autorisation provisoire de résidence et de travail à la personne étrangère conformément aux règles. L'instructeur de la procédure de sanction informera les autorités chargées de l'instruction pénale des démarches entreprises à ce propos.

3. Les étrangers qui auront été exemptés de responsabilité administrative pourront choisir entre le retour assisté dans leur pays d'origine ou l'autorisation de résider et de travailler en raison de circonstances exceptionnelles assortie de facilités pour leur intégration sociale conformément à la présente loi et, le cas échéant, en veillant à leur sécurité.

4. Lorsque le Parquet a connaissance qu'un arrêté d'expulsion a été prononcé à l'encontre d'un étranger qui apparaît dans une procédure pénale en tant que victime, personne lésée ou témoin, et qu'il considère sa présence indispensable pour l'exercice des poursuites judiciaires, il le fera savoir aux autorités policières pour qu'elles annulent son expulsion et, au cas où celle-ci a déjà eu lieu, pour que la personne soit autorisée à revenir en Espagne pendant la durée des poursuites, sans faire obstacle à l'adoption de certaines mesures prévues dans la Loi organique 19/1997 du 23 décembre sur la protection des témoins et des experts en matière pénale.

5. Les dispositions du présent article s'appliqueront également aux personnes étrangères mineures, en tenant compte de l'âge et de la maturité de ces dernières et, dans tous les cas de la prévalence des intérêts supérieurs de l'enfant.

6. Les conditions de collaboration avec des organisations non gouvernementales sans but lucratif, dont l'objectif est l'accueil et la protection des victimes des infractions repris au premier paragraphe, sont établies de façon réglementaire.

II.2 DÉCRET ROYAL 2392/2004 DU 30 DÉCEMBRE APPROUVANT LE RÈGLEMENT DE LA LOI ORGANIQUE 4/2000 DU 11 JANVIER SUR LES DROITS, LES LIBERTÉS ET L'INTÉGRATION SOCIALE DES ÉTRANGERS EN ESPAGNE.

TROISIÈME PARTIE

Résidence temporaire dans des circonstances exceptionnelles

45. Autorisations de résidence temporaire pour circonstances exceptionnelles (10). 1- Conformément à l'article 31.1 de la Loi organique 4/2000 du 11 janvier et aux circonstances exceptionnelles, les étrangers qui se trouvent en Espagne dans les cas visés à cet article pourront obtenir une autorisation temporaire de résidence pour autant qu'ils ne soient pas de mauvaise foi.

4. Une autorisation pour raisons humanitaires pourra être octroyée dans les cas suivants:

a) Aux étrangers victimes d'infractions établies aux articles 311 à 314 du Code pénal, d'infractions survenues dans le cadre de circonstances aggravantes d'actes racistes, antisémites ou d'autres types de discrimination établie à l'article 22.4.^a du Code pénal ou de conduites violentes exercées dans le cadre familial dans les termes prévus par la Loi 27/2003 du 31 juillet, qui réglemente l'ordre de protection des victimes de violences domestiques pour autant que des jugements aient été prononcés pour ces infractions.

5. Sans préjudice de ce qui a été établi dans les paragraphes antérieurs, une autorisation sera octroyée aux personnes qui collaborent avec les autorités administratives, policières, fiscales ou judiciaires, ou lorsque l'intérêt public ou la sécurité nationale justifient le besoin d'autoriser leur résidence en Espagne. Dans ce but, lesdites autorités pourront instamment prier les instances compétentes pour qu'elles octroient l'autorisation de résidence ou de résidence et de travail aux personnes qui se trouvent dans l'une de ces situations.